

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 28/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HYDRAPRO SAS**

ZA DU PIQUET  
35370 Étrelles

Références : -  
Code AIOT : 0006602641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédenon. L'inspection a été annoncée le 18/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite "POI inopiné" fait suite à l'inspection inopinée "action régionale visant à tester le POI d'exploitants seveso" réalisée hors heures ouvrées en juin 2023, ainsi qu'au déclenchement du POI et du PPI les 4 et 7 juillet 2023.

Dans le cas présent, l'exercice "POI inopiné" a été réalisé en heures ouvrées et a été couplé avec l'exercice triennal PPI Hydrapro mené par le SIDPC30. En effet, il a été acté, avec l'accord préalable de l'exploitant, de la réalisation de cet exercice PPI en inopiné et en heures ouvrées, sur le dernier trimestre 2024, dans le cadre du retour d'expérience du déclenchement en réel du PPI en juillet 2023.

L'exercice a débuté le mercredi 12 décembre à 9h50. A l'arrivée de l'équipe d'animation de l'exercice (DIRANIM) constituée du SIDPC30, d'un officier du SDIS et d'un inspecteur UID DREAL sur le site, celui-ci est ouvert et en activité normale. L'exploitant n'a été informé au préalable ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédenon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédenon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédenon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site accueillant des chambres d'hôtes, se situent à une vingtaine de mètres au sud. A 500 mètres à l'est au lieu dit «les Mugues» et à 500 mètres au sud-ouest s'y exerce une exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore de les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatique de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

**Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Formation du personnel sur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	situations d'urgence et contenu du POI			
4	Etat des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de plan d'opération interne (POI)	Code de l'environnement du 16/10/2013, article L.515-41	Sans objet
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection "exercice POI et PPI inopiné en heures ouvrées" a pour objectif principal de veiller au bon fonctionnement de la chaîne d'alerte et au bon déploiement des premières mesures prévues par le POI et le PPI.

Par convention d'exercice, il a été convenu, dès le début de l'exercice, avec l'exploitant, de la non mise en œuvre effective des moyens techniques sur site (extinction d'un incendie, coupure des utilités, déclenchement de l'alarme PPI et confinement des eaux).

L'inspection relève que le POI et le PPI ont été globalement correctement mis en application. Le contenu du POI, au regard du scénario, est apparu adapté. L'exploitant a été réactif dès le déclenchement du scénario et le personnel présent est apparu correctement formé.

Toutefois cet exercice a montré des écarts au regard des prescriptions applicables au site et des dispositions figurant dans le plan d'opération interne (POI) établi par l'exploitant. Il s'agit en particulier :

- d'une absence d'information de la DREAL en phase POI ;
- d'un état des stocks mis à disposition du SDIS peu exploitable par les secours, non référencé dans le POI et non transmis à la DREAL ;
- de la présence de deux portes coupe-feu n'assurant pas leur rôle.

Les constats de l'inspection sont détaillés dans les fiches ci-après. Ces fiches présentent également des points d'amélioration issus du retour d'expérience de cet exercice.

Cet exercice a également été l'occasion de s'assurer de la bonne mise en œuvre du plan d'actions transmis par l'exploitant le 31 juillet 2023 faisant suite aux constats relevés lors de l'inspection de juin 2023 "POI inopiné". L'inspection relève ainsi la bonne mise à disposition de plans dans une

pochette POI, la réactivité de l'exploitant et du bureau SOCOTEC en ce qui concerne la mise en pré-alerte sur le sujet "prélèvements environnementaux" ainsi qu'une communication fluide entre le SDIS et le DOI sur site. Trois points nécessitent toutefois des précisions de l'exploitant en réponse à cette visite, à savoir :

- S'interroger si la mise à disposition effective des plans dans pochette POI ne pose pas de difficulté d'un point de vue "sûreté / acte de malveillance" de par leur localisation ;
- Préciser le point relatif à l'équipement de protection individuel du personnel chargé de la fermeture de la vanne située au niveau du bassin de confinement et/ou le point relatif à la possibilité d'une fermeture automatique via un panneau commande qui permettrait une exposition moindre du personnel aux effets suivant la direction du vent ;
- Renforcer l'organisation autour de la communication au sein du PC de crise avec la présence d'une partie des équipes (service support) en visioconférence. Le retour d'expérience de cet exercice montre que le rôle de chacun doit être clairement défini afin que le DOI puisse assurer pleinement son rôle. La question de l'organisation en termes de communication COS/DOI en dehors des heures ouvrées reste un sujet à approfondir, notamment avec un DOI à distance prévu HHO (point non testé lors de cet exercice mené en HO) : il est attendu, sur ce point, une organisation robuste de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Obligation de plan d'opération interne (POI)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2013, article L.515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
<b>Constats :</b>  Lors de l'exercice, l'exploitant dispose dans sa salle de PC crise de son plan d'opération interne, version J de juillet 2024. Cette version correspond à la dernière version adressée à l'inspection, au SDIS et à la Préfecture du Gard.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Formation du personnel sur situations d'urgence et contenu du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

### Constats :

Conformément au POI, dès le déclenchement de ce dernier, l'inspection relève :

- le respect du schéma d'alerte sur déclenchement alarme en heure ouvrable ;
- le gréement rapide du PC exploitant, avec attribution des rôles (DOI, Exploitation, Intervention, Logistique et support Rennes), levée de doute opérationnelle et échanges fonctionnels via talkies et bon canal,
- des documents de crise tenus à jour au PC exploitant,
- un déclenchement du POI efficient avec alerte du SDIS, de la préfecture, de la mairie Lédénon, et information aux riverains et à la société Villemorin,
- le qui fait quoi / déroulement des opérations (POI page 44) est connu de l'exploitant et des différentes fonctions en ayant la charge,
- les échanges efficients sur demande du DOI avec le gîte voisin, la société Villemorin, et BRL via appui fonction support,
- le suivi des émissions via les balises en limite de site et la demande d'intervention SOCOTEC (mise en pré-alerte sur le volet des mesures dans l'environnement) ayant répondu pendant l'exercice,
- un rôle de "directeur des opérations internes (DOI)" assuré par la responsable de site. L'ensemble des actions lui incombant a été mis en œuvre lors de l'exercice. Le sujet sur la disponibilité de l'état des stocks fait l'objet d'un constat spécifique à part,
- une équipe d'ESI opérationnels et formés intervenant sur site.

En parallèle, l'inspection relève des écarts et voies d'amélioration sur la conduite à tenir et sur les données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne :

- La DREAL n'a pas reçu d'information du déclenchement du POI :  
→ La DREAL n'a pas reçu de message d'alerte tel que précisé en page 11 du POI à savoir : « [...] FAIRE RÉPÉTER le message par votre correspondant [...] » ;  
→ Le POI ne prévoit pas de message écrit, ce qui permettrait pourtant de formaliser l'entrée en POI et tracer les premières informations pour éviter toute confusion ;  
→ Seule une alerte automatique DREAL a été envoyée via la télé-alerte tel que précisé page 14 du POI, mais uniquement à l'inspectrice observatrice et non joueuse (mais qui en écoutant le message dans le cadre de son observation a pu entraîner une incompréhension pour la fonction support). Aucun autre inspecteur de la DREAL n'a été contacté via cette télé-alerte du fait d'une programmation en cascade de la télé-alerte : une programmation en parallèle intégrant les 4 contacts transmis (3 inspecteurs ainsi qu'un numéro d'astreinte cadre) serait plus adaptée.
- L'état des stocks n'est pas référencé dans le POI : l'objectif est de définir à froid un modèle formalisé de l'état des stocks lisible à destination du SDIS et un modèle lisible à

destination de la DREAL, qui préciseraient chacun les quantités par secteur de feu.

- Le POI ne précise que les quantités maximales susceptibles d'être présentes dans tout le bâtiment A : une précision sur les quantités de produits stockés dans chaque zone au sein du bâtiment A aurait été utile pour cet exercice.
- Les cartographies représentant les distances d'effet pourraient préciser la distance du rayon dessiné, à contrario l'unique information fournie sur l'échelle du plan peut porter à confusion (ex. cartographie page 26 utilisée pour cet exercice)
- L'exercice a conduit à jouer :

→ un besoin d'apport très important en débit d'eau via le BRL (connexion pompiers) pouvant conduire théoriquement dans l'après-midi au débordement du bassin de rétention site ;

→ un questionnement sur la ré-utilisation possible de ces eaux d'extinction par re-pompage depuis le bassin pour extinction de la zone en feu. Cette réflexion a un double intérêt : libération de volume à nouveau disponible dans le bassin et limitation des besoins en eau extérieure.

Une fois la contractualisation du site avec le BRL confirmée, pour autorisation de connexion au réseau BRL, le POI pourra être mis à jour sur ces deux points en intégrant la réflexion menée sur ces sujets.

Sur site, l'inspection relève :

- Au PC exploitant :

--> Les plans du site affichés sont à mettre à jour et il pourrait être prévu un plan à l'échelle du périmètre PPI, et non pas uniquement un plan aux limites du site.

--> L'appui « support » se positionne hors de son rôle par moment lors de cet exercice, en demandant des points de situation : ceci perturbe l'organisation en place qui vise à ce que le DOI reste le décideur et l'interlocuteur direct et continu du COS sur site.

- Dans le bâtiment A : Problématique sur 2 portes coupe-feu (PCF) n'assurant pas leur rôle (communications avec bâtiment B et bâtiment F) : cette information n'est pas remontée auprès du DOI au PC exploitant, ce point a été constaté sur site lors de la tournée avec le SDIS en cours d'exercice. L'exploitant a précisé postérieurement à la visite :- concernant la porte du bâtiment F ne s'étant pas fermée complètement, elle est en communication avec le bâtiment B et un réglage a été effectué immédiatement après l'exercice ;- concernant la porte de communication entre A et B, une commande était en cours au moment de l'exercice.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une analyse de l'exploitant sur l'ensemble des points soulevés est attendue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 :** Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI inopiné

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une application permettant de connaître, même à distance, l'état des stocks des matières stockées sur le site, avec leur emplacement. L'exploitant a fourni un état des stocks des matières présentes au niveau du bâtiment concerné par l'exercice au SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Etat des stocks détaillé

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de cet exercice, aucun état des stocks n'a été transmis à la DREAL, et l'état transmis au SDIS consulté lors de l'exercice paraît peu exploitable pour les secours. Il précise la rubrique ICPE et son libellé, le code produit (code compréhensible uniquement par l'exploitant) et de la quantité présente. Cette extraction ne permet pas de répondre aux prescriptions du présent point. De plus, cet état des stocks n'est pas référencé dans le POI. L'objectif est ici de définir à froid un</p>



modèle formalisé d'état des stocks lisible à destination du SDIS et un modèle lisible à destination de la DREAL, qui préciseraient chacun les quantités par secteur de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois